

F. 99 — 3516

[99/2945301]

21 MAI 1999. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant les conditions pour pouvoir satisfaire à l'obligation scolaire en dispensant un enseignement à domicile

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 29 juin 1983 concernant l'obligation scolaire, notamment l'article 1er, § 6;

Vu le décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre, notamment les articles 6, 8, 16, 24, 25, 34 et 35;

Vu le décret du 26 avril 1999 portant confirmation des socles de compétences et modifiant la terminologie relative à la compétence exercée par le Parlement en application des articles 16, 25, 26, 35 et 43 du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre;

Vu l'arrêté royal du 20 août 1957 portant coordination des lois sur l'enseignement primaire, notamment l'article 8;

Vu l'avis de l'Inspecteur des finances, donné le 22 mars 1999;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 29 mars 1999;

Vu la délibération du Gouvernement du 29 mars 1999 sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans le délai d'un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 7 mai 1999, en application de l'article 84, alinéa 1er, 1°, des lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition de la Ministre-Présidente chargée de l'Education, de l'Audiovisuel, de l'Aide à la Jeunesse, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 17 mai 1999,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1° L'enfant : le mineur soumis à l'obligation scolaire à qui il est dispensé un enseignement à domicile, conformément à l'article 1er, § 6, de la loi du 29 juin 1983 concernant l'obligation scolaire et pour qui une information d'enseignement à domicile a été faite conformément à l'article 8, alinéa 4, de l'arrêté royal du 20 août 1957 portant coordination des lois sur l'enseignement primaire.

2° Les parents : les personnes investies de la puissance parentale ou qui ont la garde en droit ou en fait du mineur soumis à l'obligation scolaire;

3° L'enseignement à domicile : un enseignement dispensé par les parents eux-mêmes, par une autre personne désignée par les parents ou par un établissement choisi par les parents, qui n'est ni organisé ni subventionné ni reconnu par la Communauté française;

4° L'inspecteur : l'inspecteur cantonal ou l'inspectrice cantonale de l'enseignement primaire.

Art. 2. Lorsque l'inspecteur est en possession des informations faites conformément à l'article 8, alinéa 4, de l'arrêté royal précité, et au plus tard le 15 octobre de chaque année, il transmet aux parents concernés, une formule de déclaration dont un modèle figure en annexe A.

Art. 3. Dans les cinq jours, les parents retournent la déclaration dûment remplie en 2 exemplaires à l'Inspecteur. Un des exemplaires leur sera renvoyé par l'inspecteur avec sa signature et le sceau du canton, comme preuve de la déclaration d'enseignement à domicile.

Art. 4. Les parents sont tenus d'assurer ou de faire assurer un enseignement de niveau équivalent à celui imposé aux établissements scolaires organisés, subventionnés ou reconnus par la Communauté française et répondant aux dispositions des articles 6, 8 et 16 du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre.

Pour les enfants âgés de 6 à 14 ans, les parents sont également tenus d'assurer ou de faire assurer un enseignement répondant aux dispositions de l'article 16 du même décret. Pour les enfants âgés de plus de 14 ans, les parents sont également tenus d'assurer ou de faire assurer un enseignement répondant aux dispositions des articles 24 et 25 ou des articles 34 et 35 du même décret.

Art. 5. L'inspecteur est chargé du contrôle du niveau des études de l'enfant. Les parents sont tenus de s'y soumettre. A défaut, l'inspecteur les dénonce au Procureur du Roi.

Art. 6. Un contrôle du niveau des études est effectué durant l'année où l'enfant atteint l'âge de 8 ans, de 10 ans et de 14 ans.

Art. 7. L'inspecteur peut effectuer d'autres contrôles du niveau des études entre l'âge de 6 ans et l'âge de 16 ans.

Art. 8. Le contrôle du niveau des études s'effectue dans un lieu fixé par l'inspecteur. Ce lieu doit être un local faisant partie des bâtiments appartenant à des pouvoirs publics.

Art. 9. L'inspecteur fixe la date du contrôle et la communique aux parents au moins un mois à l'avance. Le contrôle doit avoir lieu entre le 1er avril et le 30 juin. L'inspecteur peut organiser le contrôle de manière collective pour l'ensemble des enfants concernés domiciliés dans son canton. Plusieurs inspecteurs peuvent également se grouper pour organiser un tel contrôle.

Art. 10. Le contrôle du niveau des études est conforme aux socles de compétences définis par le décret du 26 avril 1999 portant confirmation des socles de compétences et modifiant la terminologie relative à la compétence exercée par le Parlement en application des articles 16, 25, 26, 35 et 43 du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre. Pour effectuer ce contrôle, l'inspecteur utilise les épreuves d'évaluation produites par la commission des outils d'évaluation instituée par l'article 19 du décret du 24 juillet 1997 précité.

Il peut également utiliser des épreuves tirées de l'examen cantonal, d'examens scolaires ou d'évaluations externes ainsi que ses propres épreuves, pour autant qu'elles répondent aux exigences de l'alinéa 1er du présent article.

Art. 11. Un jury composé de l'inspecteur et de 4 directeurs d'écoles primaires ou fondamentales organisées ou subventionnées par la Communauté française pour les contrôles effectués entre 6 et 12 ans, est constitué chaque année. Ce Jury est présidé par l'inspecteur.

Un jury composé de l'inspecteur et de 4 professeurs d'établissements d'enseignement secondaire organisés ou subventionnés par la Communauté française pour les contrôles effectués entre 13 et 16 ans est constitué chaque année. Ce jury est présidé par l'inspecteur.

Chaque jury détermine, sur base des contrôles effectués, si l'enfant a atteint le niveau des études correspondant aux socles de compétences définis par le décret du 26 avril 1999 précité. Une attestation dont un modèle figure en annexe B du présent arrêté, est délivrée aux parents, indiquant que l'enfant s'est présenté au contrôle et si le niveau des études est satisfaisant ou non.

Si à l'issue d'un contrôle, le niveau des études n'est pas satisfaisant, un second contrôle est organisé dans les 6 mois, à une date à fixer de commun accord entre l'inspecteur et les parents.

A l'issue de ce second contrôle, une attestation dont un modèle figure en annexe C du présent arrêté, est délivrée aux parents, indiquant que l'enfant s'est présenté au second contrôle et si le niveau des études est satisfaisant ou non.

Si à l'issue de ce second contrôle, le niveau des études reste insuffisant, les parents sont tenus d'inscrire leur enfant dans un établissement scolaire organisé, subventionné ou reconnu par la Communauté française dès l'année scolaire suivante. Après avoir pris l'avis du jury, le Ministre qui a l'enseignement obligatoire dans ses attributions, détermine l'année et, s'il échet, la forme d'enseignement dans lesquelles l'enfant doit être inscrit. A cet effet, il peut déroger aux conditions fixées par l'arrêté royal du 29 juin 1984 relatif à l'organisation de l'enseignement secondaire.

Si les parents n'obtempèrent pas, l'inspecteur les dénonce au Procureur du Roi.

Art. 12. L'inspecteur conserve un dossier de chaque enfant. Ce dossier comprend les noms, prénoms, date de naissance et adresse de l'enfant ainsi que l'adresse de ses parents. Des copies des attestations visées à l'article 11 y figurent également ainsi qu'une copie de toute la correspondance portant sur le cas.

Art. 13. Si un enfant change de domicile et que ce changement entraîne son passage dans un autre canton scolaire, l'inspecteur transmet le dossier à son collègue dans les 10 jours.

Art. 14. Le dossier de l'enfant est conservé dans les archives de l'inspection au moins 5 ans après que l'enfant soit devenu majeur.

Art. 15. L'inspecteur dresse un rapport annuel sur l'enseignement à domicile reprenant notamment le nombre d'enfants de son canton, le nombre de contrôles effectués et les résultats de ces contrôles. Le rapport est transmis avant le 31 août au Ministre ayant l'enseignement obligatoire dans ses attributions.

Art. 16. Durant l'année où il atteint l'âge de 12 ans, l'enfant doit se présenter à l'examen organisé par le jury institué par l'article 17 de l'arrêté du 3 mai 1999 du Gouvernement de la Communauté française déterminant la forme et les règles de délivrance du certificat d'études de base, pour obtenir le certificat d'études de base. Sur demande des parents, il peut passer cet examen durant l'année où il atteint l'âge de 11 ans ou durant l'année où il atteint l'âge de 13 ans.

L'enfant qui n'a pas obtenu le certificat d'études de base et qui a atteint l'âge de 13 ans, est considéré comme ne satisfaisant pas au niveau des études. Dans ce cas, les parents sont tenus d'inscrire l'enfant dans un établissement scolaire dès l'année scolaire suivante.

Art. 17. Durant l'année où il atteint l'âge de 16 ans, l'enfant doit se présenter à l'examen organisé par le jury institué par l'arrêté du 31 décembre 1997 fixant les modalités des examens, l'organisation et le fonctionnement du jury de la Communauté française de l'enseignement secondaire (première section : enseignement secondaire du deuxième degré général, technique de transition et de qualification, artistique de transition et de qualification et professionnel), pour obtenir le certificat d'enseignement secondaire du deuxième degré. Sur demande des parents, il peut passer cet examen durant l'année où il atteint l'âge de 15 ans ou durant l'année où il atteint l'âge de 17 ans.

L'enfant qui n'a pas obtenu le certificat d'enseignement secondaire du deuxième degré et qui a atteint l'âge de 17 ans, est considéré comme ne satisfaisant pas au niveau des études. Dans ce cas, les parents sont tenus d'inscrire l'enfant dans un établissement scolaire dès l'année scolaire suivante, pour autant qu'il n'ait pas atteint l'âge de 18 ans.

Art. 18. L'article 10 de l'arrêté du 31 décembre 1997 du Gouvernement de la Communauté française fixant les modalités des examens, l'organisation et le fonctionnement du jury de la Communauté française de l'enseignement secondaire (première section : enseignement secondaire du deuxième degré général, technique de transition et de qualification, artistique de transition et de qualification et professionnel) est remplacé par la disposition suivante :

« Article 10. Sont admissibles aux examens en vue de l'obtention du certificat d'enseignement secondaire du deuxième degré :

1° les élèves qui ont fréquenté la première, la deuxième, la troisième et la quatrième années de l'enseignement secondaire;

2° les élèves qui ont suivi l'enseignement à domicile conformément à l'arrêté du 21 Mai 1999 du Gouvernement de la Communauté française fixant les conditions pour pouvoir satisfaire à l'obligation scolaire en dispensant un enseignement à domicile et qui sont âgés de 15, 16 ou 17 ans;

3° tout candidat âgé au moment de l'inscription à l'examen, de 16 ans accomplis. »

Art. 19. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er septembre 1999.

Art. 20. Le Ministre ayant l'Education dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 21 mai 1999.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre-Présidente chargée de l'Education,
Mme L. ONKELINX

Annexe A à l'arrêté du 21 mai 1999 du Gouvernement de la Communauté française
fixant les conditions pour pouvoir satisfaire à l'obligation scolaire en dispensant un enseignement à domicile

Déclaration d'enseignement à domicile

Je soussigné(e),

NOM et prénom :

Domicile :

.....

père, mère, tuteur, tutrice, personne investie de la puissance parentale, personne ayant la garde en droit ou en fait de

l'enfant mineur suivant :

NOM et prénom :

né(e) à le

déclare lui dispenser un enseignement à domicile, conformément à l'article 1er, § 6, de la loi du 29 juin 1983 concernant l'obligation scolaire.

Je m'engage à présenter l'enfant aux contrôles du niveau des études institués par les articles 6 et 7 de l'arrêté du 21 mai 1999 du Gouvernement de la Communauté française fixant les conditions pour pouvoir satisfaire à l'obligation scolaire en dispensant un enseignement à domicile.

Je m'engage également à présenter l'enfant, l'année où il atteindra l'âge de 12 ans, à l'examen organisé par le jury institué par l'article 17 de l'arrêté du 3 mai 1999 du Gouvernement de la Communauté française déterminant la forme et les règles de délivrance du certificat d'études de base et, l'année où il atteindra l'âge de 16 ans, à l'examen organisé par le jury institué par l'arrêté du 31 décembre 1997 fixant les modalités des examens, l'organisation et le fonctionnement du jury de la communauté française de l'enseignement secondaire (première section : enseignement secondaire du deuxième degré général, technique de transition et de qualification, artistique de transition et de qualification et professionnel).

Fait à le

Signature du déclarant :

Ce document est à renvoyer dans les 5 jours, en 2 exemplaires, à l'inspecteur(trice) cantonal(e) dont les nom et adresse figurent ci-dessous. Celui(elle)-ci retournera un exemplaire signé et avec le sceau du canton apposé, pour servir de preuve de déclaration d'enseignement à domicile.

Signature de l'inspecteur(trice) cantonal(e)

Sceau du canton

Nom et adresse de l'inspecteur(trice) cantonal(e) :

Annexe B à l'arrêté du 21 mai 1999 du Gouvernement de la Communauté française
fixant les conditions pour pouvoir satisfaire à l'obligation scolaire en dispensant un enseignement à domicile

Attestation de contrôle du niveau des études

Je soussigné(e),

NOM et prénom :

inspecteur(trice) cantonal(e) du canton scolaire de

président(e) du jury institué par l'article 11 de l'arrêté du 21 mai 1999 du Gouvernement de la Communauté française
fixant les conditions pour pouvoir satisfaire à l'obligation scolaire en dispensant un enseignement à domicile, déclare
que l'enfant mineur suivant :

NOM et prénom :

né(e) à le

s'est présenté(e) ce (date) à (lieu)

au contrôle du niveau des études et que le jury a estimé, à l'issue de ce contrôle, que le niveau des études de cet(cette)
enfant :

est satisfaisant (1).

n'est pas satisfaisant et qu'en conséquence, il(elle) devra se présenter à un second contrôle qui aura lieu dans
les 6 mois (1).

Fait à le

Signature de l'inspecteur(trice) cantonal(e) président(e) du jury

Sceau du canton

(1) Biffer la mention inutile.

Annexe C à l'arrêté du 21 mai 1999 du Gouvernement de la Communauté française
fixant les conditions pour pouvoir satisfaire à l'obligation scolaire en dispensant un enseignement à domicile

Attestation de second contrôle du niveau des études

Je soussigné(e),

NOM et prénom :

inspecteur(trice) cantonal(e) du canton scolaire de

président(e) du jury institué par l'article 11 de l'arrêté du 21 mai 1999 du Gouvernement de la Communauté française
fixant les conditions pour pouvoir satisfaire à l'obligation scolaire en dispensant un enseignement à domicile, déclare
que l'enfant mineur suivant :

NOM et prénom :

né(e) à le

s'est présenté(e) ce (date) à (lieu)

au second contrôle du niveau des études faisant suite à celui du (date)

que n'avait pas été satisfaisant, et que le jury a estimé, à l'issue de ce second contrôle, que le niveau des études de
cet(cette) enfant :

est satisfaisant (1).

n'est pas satisfaisant et qu'en conséquence, il(elle) devra être inscrit(e) dès la rentrée scolaire prochaine dans
un établissement scolaire organisé, subventionné ou reconnu par la Communauté française (1).

Fait à le

Signature de l'inspecteur(trice) cantonal(e) président(e) du jury

Sceau du canton

(1) Biffer la mention inutile.

VERTALING

N. 99 — 3516

[99/2945301]

21 MEI 1999. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de voorwaarden om te kunnen voldoen aan de leerplicht door het verstrekken van onderwijs aan huis

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 29 juni 1983 betreffende de leerplicht, inzonderheid op artikel 1, § 6;

Gelet op het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, inzonderheid op de artikelen 6, 8, 16, 24, 25, 34 en 35;

Gelet op het decreet van 26 april 1999 houdende bevestiging van het referentiesysteem voor de basisvaardigheden en houdende wijziging van de terminologie betreffende de bevoegdheid uitgeoefend door het Parlement met toepassing van de artikelen 16, 25, 26, 35 en 43 van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren;

Gelet op het koninklijk besluit van 20 augustus 1957 houdende coördinatie van de wetten op het lager onderwijs, inzonderheid op artikel 8;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 22 maart 1999;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 29 maart 1999;

Gelet op de beraadslaging van 29 maart 1999 van de Regering over het verzoek om advies dat de Raad van State binnen een maand moet uitbrengen;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 7 mei 1999, in toepassing van artikel 84, lid 1, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister-Voorzitter, belast met het Onderwijs, de Audiovisuele Sector, de Hulpverlening aan de Jeugd, het Kinderwelzijn en de Gezondheidspromotie;

Gelet op de beraadslaging van 17 mei 1999 van de Regering van de Franse Gemeenschap,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit moet verstaan worden onder :

1° Het kind : de minderjarige die onderworpen is aan de leerplicht aan wie onderwijs aan huis wordt verstrekt overeenkomstig artikel 1, § 6, van de wet van 29 juni 1983 betreffende de leerplicht en over wie informatie over het onderwijs aan huis werd ingewonnen overeenkomstig artikel 8, lid 4, van het koninklijk besluit van 20 augustus 1957 houdende coördinatie van de wetten op het lager onderwijs;

2° De ouders : de personen die de ouderlijke macht uitoefenen of die in rechte of in feite de minderjarige onderworpen aan de leerplicht onder hun bewaring hebben;

3° Het onderwijs aan huis : onderwijs verstrekt door de ouders zelf, door iemand anders aangesteld door de ouders of door een inrichting die de ouders hebben gekozen, die noch ingericht noch erkend is door de Franse Gemeenschap;

4° De inspecteur : de kantonale inspecteur of inspectrice van het lager onderwijs.

Art. 2. Wanneer de inspecteur in het bezit is van de inlichtingen bezorgd overeenkomstig artikel 8, lid 4, van voormeld koninklijk besluit en uiterlijk 15 oktober van elk jaar, reikt hij aan betrokken ouders een formulier uit van aangifte waarvan een model als bijlage A.

Art. 3. Binnen de vijf dagen zenden de ouders de behoorlijk ingevulde aangifte in tweevoud naar de inspecteur. Eén van de exemplaren zal hen door de inspecteur worden teruggezonden met zijn handtekening en de stempel van het kanton, als bewijs van de aangifte van onderwijs aan huis.

Art. 4. De ouders zijn ertoe verplicht een onderwijs te verstrekken of te laten verstrekken van een niveau dat gelijkwaardig is met het peil dat opgelegd is aan de onderwijsinrichtingen, georganiseerd, gesubsidieerd of erkend door de Franse Gemeenschap en dat beantwoordt aan de bepalingen van de artikelen 6, 8 en 16 van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren.

Voor de kinderen tussen 6 en 14 jaar zijn de ouders eveneens verplicht een onderwijs te verstrekken of te laten verstrekken dat beantwoordt aan de bepaling van artikel 16 van hetzelfde decreet.

Voor de kinderen van meer dan 14 jaar zijn de ouders eveneens verplicht een onderwijs te verstrekken of te laten verstrekken dat beantwoordt aan de bepalingen van de artikelen 24 en 25 of van de artikelen 34 en 35 van hetzelfde decreet.

Art. 5. De inspecteur is belast met de controle van het studieniveau van het kind. De ouders zijn verplicht zich eraan te onderwerpen. Bij ontstentenis, klaagt de inspecteur de ouders bij de Procureur des Konings aan.

Art. 6. Een controle van het studieniveau wordt uitgevoerd tijdens het jaar waarop het kind de leeftijd van 8 jaar, 10 jaar en 14 jaar bereikt.

Art. 7. De inspecteur kan andere controles van het studieniveau uitvoeren tussen de leeftijd van 6 jaar en die van 16 jaar.

Art. 8. De controle van het studieniveau wordt uitgevoerd op een plaats die door de inspecteur wordt bepaald, die plaats moet een lokaal zijn dat deel uitmaakt van de gebouwen die toebehoren aan overheids machten.

Art. 9. De inspecteur bepaalt de datum van de controle en deelt hem aan de ouders ten minste een maand op voorhand mede. De controle moet plaatsgrijpen tussen 1 april en 30 juni. De inspecteur kan de controle collectief organiseren voor al de betrokken kinderen samen die in zijn kanton gehuisvest zijn. Verschillende inspecteurs kunnen zich eveneens groeperen om een dergelijke controle te organiseren.

Art. 10. De controle van het studieniveau komt overeen met de basisvaardigheden bepaald bij het decreet van 26 april 1999 houdende bevestiging van het referentiesysteem voor de basisvaardigheden en houdende wijziging van de terminologie betreffende bevoegdheid uitgeoefend door het Parlement met toepassing van de artikelen 16, 25, 26, 35 en 43 van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren. Om die controle uit te voeren, gebruikt de inspecteur de evaluatieproeven opgesteld door de commissie voor de evaluatiemiddelen, ingericht bij artikel 19 van voormeld decreet van 24 juli 1997.

Hij kan eveneens proeven gebruiken ontleend aan het kantonaal examen, schoolexamens of proeven van externe evaluaties alsook zijn eigen proeven, voor zover zij beantwoorden aan de vereisten van lid 1 van dit artikel.

Art. 11. Een examencommissie voor de controles uitgevoerd tussen 6 en 12 jaar bestaande uit de inspecteur en 4 directeuren van lagere of basisscholen, georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap wordt elk jaar samengesteld. Deze examencommissie wordt voorgezeten door de inspecteur.

Een examencommissie voor de controles uitgevoerd tussen 13 en 16 jaar bestaande uit de inspecteur en 4 leraars van inrichtingen voor secundair onderwijs, georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap wordt elk jaar samengesteld. Deze examencommissie wordt voorgezeten door de inspecteur.

Elke examencommissie oordeelt, op basis van de uitgevoerde controles, of het kind het studieniveau heeft bereikt dat overeenstemt met de basisvaardigheden bepaald bij voormeld decreet van 26 april 1999. Een attest waarvan een model als bijlage B van dit besluit wordt aan de ouders overhandigd waarin wordt vermeld dat het kind zich voor de controle heeft aangemeld en of het studieniveau al dan niet voldoende is.

Indien het studieniveau na afloop van de controle niet voldoende is, wordt er een tweede controle binnen de 6 maanden georganiseerd op een datum die in gemeen overleg tussen de inspecteurs en de ouders moet vastgesteld worden.

Na afloop van die tweede controle wordt er aan de ouders een attest overhandigd waarvan een model als bijlage C van dit besluit, waarin wordt vermeld dat het kind zich voor de tweede controle heeft aangemeld en of het studieniveau al dan niet voldoende is.

Indien na afloop van die tweede controle het studieniveau onvoldoende blijft, worden de ouders ertoe verplicht hun kind vanaf het volgende schooljaar in een onderwijsinrichting in te schrijven, georganiseerd, gesubsidieerd of erkend door de Franse Gemeenschap. Na advies van de examencommissie te hebben ingewonnen, bepaalt de Minister tot wiens bevoegdheid het verplicht onderwijs behoort, het jaar en desgevallend de vorm van onderwijs waarin het kind moet ingeschreven worden. Daartoe kan hij afwijken van de voorwaarden bepaald bij het koninklijk besluit van 29 juni 1984 betreffende de organisatie van het secundair onderwijs.

Indien de ouders daaraan geen gevolg geven, klaagt de inspecteur hen bij de Procureur des Konings aan.

Art. 12. De inspecteur houdt een dossier van ieder kind bij. Dit dossier bevat de naam, voornamen, geboortedatum en adres van het kind alsook het adres van de ouders. Afschriften van de attesten bedoeld bij artikel 11 bevinden er zich ook in alsook een kopie van al de briefwisseling die betrekking heeft op het geval.

Art. 13. Indien een kind van woonplaats verandert en indien die verandering zijn overgang naar een ander schoolkanton tot gevolg heeft, zendt de inspecteur het dossier binnen de 10 dagen naar zijn collega door.

Art. 14. Het dossier van het kind wordt ten minste 5 jaar nadat het zijn meerderjarigheid heeft bereikt in het archief van de inspectie bewaard.

Art. 15. De inspecteur stelt een jaarverslag op over het onderwijs aan huis waarin onder meer het aantal kinderen van zijn kanton, het aantal uitgevoerde controles en de uitslagen van die controles worden vermeld. Het verslag wordt naar de Minister tot wiens bevoegdheid het verplicht onderwijs behoort vóór 31 augustus doorgezonden.

Art. 16. Tijdens het jaar waarin het kind 12 jaar wordt, moet het zich voorbereiden op het examen georganiseerd door de examencommissie ingesteld bij artikel 17 van het besluit en 3 mei 1999 van Regering van de Franse Gemeenschap houdende vaststelling van de vorm en de regels voor de uitreiking van het getuigschrift van basisonderwijs. Op aanvraag van de ouders kan het kind dat examen afleggen tijdens het jaar waarop het 11 jaar wordt of tijdens het jaar waarop het 13 jaar wordt.

Het kind dat het getuigschrift van basisonderwijs niet heeft behaald en dat de leeftijd van 13 jaar heeft bereikt wordt geacht als niet voldaan te hebben aan het studieniveau. In dat geval zijn de ouders verplicht het kind het volgende schooljaar in een onderwijsinrichting in te schrijven.

Art. 17. Tijdens het jaar waarin het kind 16 jaar wordt, moet het zich aanmelden voor het examen georganiseerd door de examencommissie ingesteld bij het koninklijk besluit van 31 december 1997 houdende vaststelling van de wijze waarop de examens worden afgenomen, van de organisatie en de werking van de examencommissie van de Franse Gemeenschap voor het secundair onderwijs (eerste afdeling : secundair onderwijs van de tweede graad : algemeen onderwijs, technisch onderwijs (doorstromings- en kwalificatie-afdeling), kunstonderwijs (doorstromings- en kwalificatie-afdeling) en beroepsonderwijs), om het getuigschrift van secundair onderwijs van de tweede graad te behalen. Op aanvraag van de ouders kan het kind dat examen afleggen tijdens het jaar waarop het 15 jaar wordt of tijdens het jaar waarop het 17 jaar wordt.

Het kind dat het getuigschrift van secundair onderwijs van de tweede graad niet heeft behaald en dat de leeftijd van 17 jaar heeft bereikt, wordt geacht als niet voldaan te hebben aan het studieniveau. In dat geval zijn de ouders verplicht het kind vanaf het volgende schooljaar in een onderwijsinrichting in te schrijven, voor zover het nog geen 18 jaar oud is.

Art. 18. Artikel 10 van het besluit van 31 december 1997 houdende vaststelling van de wijze waarop de examens worden afgenomen, van de organisatie en de werking van de examencommissie van de Franse Gemeenschap voor het secundair onderwijs (eerste afdeling : secundair onderwijs van de tweede graad : algemeen onderwijs, technisch onderwijs (doorstromings- en kwalificatie-afdeling), kunstonderwijs (doorstromings- en kwalificatie-afdeling), en beroepsonderwijs) wordt vervangen door de volgende bepaling : « Artikel 10. Worden toegelaten tot de examens voor het behalen van het getuigschrift van secundair onderwijs van de tweede graad :

1° de leerlingen die het eerste, het tweede, het derde en het vierde jaar van het secundair onderwijs hebben gevolgd;

2° de leerlingen die onderwijs aan huis hebben gevolgd overeenkomstig het besluit van 21 mei 1999 van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende vaststelling van de voorwaarden om te kunnen voldoen aan de leerplicht door het geven van een onderwijs aan huis en die 15, 16 of 17 jaar oud zijn;

3° iedere kandidaat die de volle leeftijd van 16 jaar heeft bereikt op het ogenblik van de inschrijving voor het examen.

Art. 19. Dit besluit treedt in werking op 1 september 1999.

Art. 20. De Minister tot wiens bevoegdheid het Onderwijs behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 21 mei 1999.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-voorzitster, belast met het Onderwijs,

Mevr. L. ONKELINX

Bijlage A bij het besluit van 21 mei 1999 van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende vaststelling van de voorwaarden om te kunnen voldoen aan de leerplicht door het verstrekken van onderwijs aan huis

Aangifte van onderwijs aan huis

Ik, ondergetekende,

NAAM en Voornaam :

Woonplaats :

.....

vader, moeder, voogd, voogdin, persoon die de ouderlijke macht uitoefent, persoon die in rechte of in feite de hierna vermelde minderjarige in zijn bewaring heeft :

NAAM en voornaam :

Geboren te : op

verklaart hem onderwijs aan huis te verstrekken, overeenkomstig artikel 5, § 6, van de wet van 29 juni 1983 betreffende de leerplicht.

Ik verbind er mij toe het kind aan te melden voor de controles van het studieniveau die ingesteld werden bij de artikelen 6 en 7 van het besluit van 21 mei 1999 van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende vaststelling van de voorwaarden om te kunnen voldoen aan de leerplicht door het verstrekken van onderwijs aan huis. Ik verbind er mij eveneens toe het kind aan te melden in het jaar waarop het de leeftijd van 12 jaar zal bereiken voor het examen ingericht door de examencommissie, ingesteld bij artikel 17 van het besluit van 3 mei 1999 van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende vaststelling van de vorm en de regels voor de uitreiking van het getuigschrift van basisonderwijs en in het jaar waarop het de leeftijd van 16 jaar zal bereiken, voor het examen ingericht door de examencommissie, ingesteld bij het besluit van 31 december 1997 houdende vaststelling van de wijze waarop de examens worden afgenomen, van de organisatie en de werking van de examencommissie van de Franse Gemeenschap voor het secundair onderwijs (eerste afdeling : secundair onderwijs van de tweede graad : algemeen onderwijs, technisch onderwijs (doorstromings- en kwalificatie-afdeling), kunstonderwijs (doorstromings- en kwalificatie-afdeling), en beroepsonderwijs).

Gedaan te op

Handtekening van de verklaarder :

.....

Dit document moet binnen 5 dagen in tweevoud teruggezonden worden naar de kantonale inspecteur (inspectrice) wiens naam en adres hieronder vermeld zijn. Hij (zij) zal een exemplaar getekend en voorzien van de stempel van het kanton terugzenden om als bewijs te dienen van de aangifte van onderwijs aan huis.

Handtekening van de kantonale inspecteur (inspectrice)

Stempel van het kanton

Naam en adres van de kantonale inspecteur (inspectrice)

Bijlage B bij het besluit van 21 mei 1999 van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende vaststelling van de voorwaarden om te kunnen voldoen aan de leerplicht door het verstrekken van onderwijs aan huis.

Attest van de controle van het studieniveau

Ik, ondergetekende,

NAAM en voornaam ::

voorzitter (voorzitster) van de examencommissie ingesteld bij artikel 11 van het besluit van 21 mei 1999 van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende vaststelling van de voorwaarden om te kunnen voldoen aan de leerplicht door het verstrekken van onderwijs aan huis verklaar dat het hierna vermeld minderjarig kind

NAAM en voornaam :

geboren te : op

zich op (datum) te

voor de controle van het studieniveau heeft aangemeld en dat de examencommissie op het einde van deze controle geoordeeld heeft dat het studieniveau van dit kind :

voldoende is (1).

niet voldoende is en dat het bij gevolg het kind zich voor een tweede controle zal moeten aanmelden, die binnen de 6 maanden (1) zal plaatshebben

Gedaan te op

Handtekening van de kantonale Inspecteur (inspectrice), voorzitter (voorzitster) van de examencommissie :

Stempel van het kanton

(1) Doorhalen wat niet past.

Bijlage C bij het besluit van 21 mei 1999 van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende vaststelling van de voorwaarden om te kunnen voldoen aan de leerplicht door het verstrekken van onderwijs aan huis

Attest van een tweede controle van het studieniveau

Ik, ondergetekende,

NAAM en voornaam :

kantonale inspecteur (inspectrice) van het schoolkanton van

voorzitter (voorzitster) van de examencommissie ingesteld bij artikel 11 van het besluit van 21 mei 1999 van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende vaststelling van de voorwaarden om te kunnen voldoen aan de leerplicht door het verstrekken van onderwijs aan huis verklaar dat het hierna vernoemd minderjarig kind :

NAAM en voornaam :

Geboren te : op

zich op (datum) te

voor de tweede controle van het studieniveau heeft aangemeld, die volgt op de controle van (datum)

die niet voldoende was gebleken en dat de examencommissie op het einde van deze tweede controle geoordeeld heeft dat het studieniveau van dit kind :

voldoende is (2).

niet voldoende is en dat het kind bij gevolg vanaf de volgende heropening der scholen zal moeten ingeschreven worden in een onderwijsinrichting georganiseerd, gesubsidieerd of erkend door de Franse Gemeenschap (1).

Gedaan te op

Handtekening van de kantonale Inspecteur (inspectrice), voorzitter (voorzitster) van de examencommissie :

Stempel van het kanton

(2) Doorhalen at niet past.